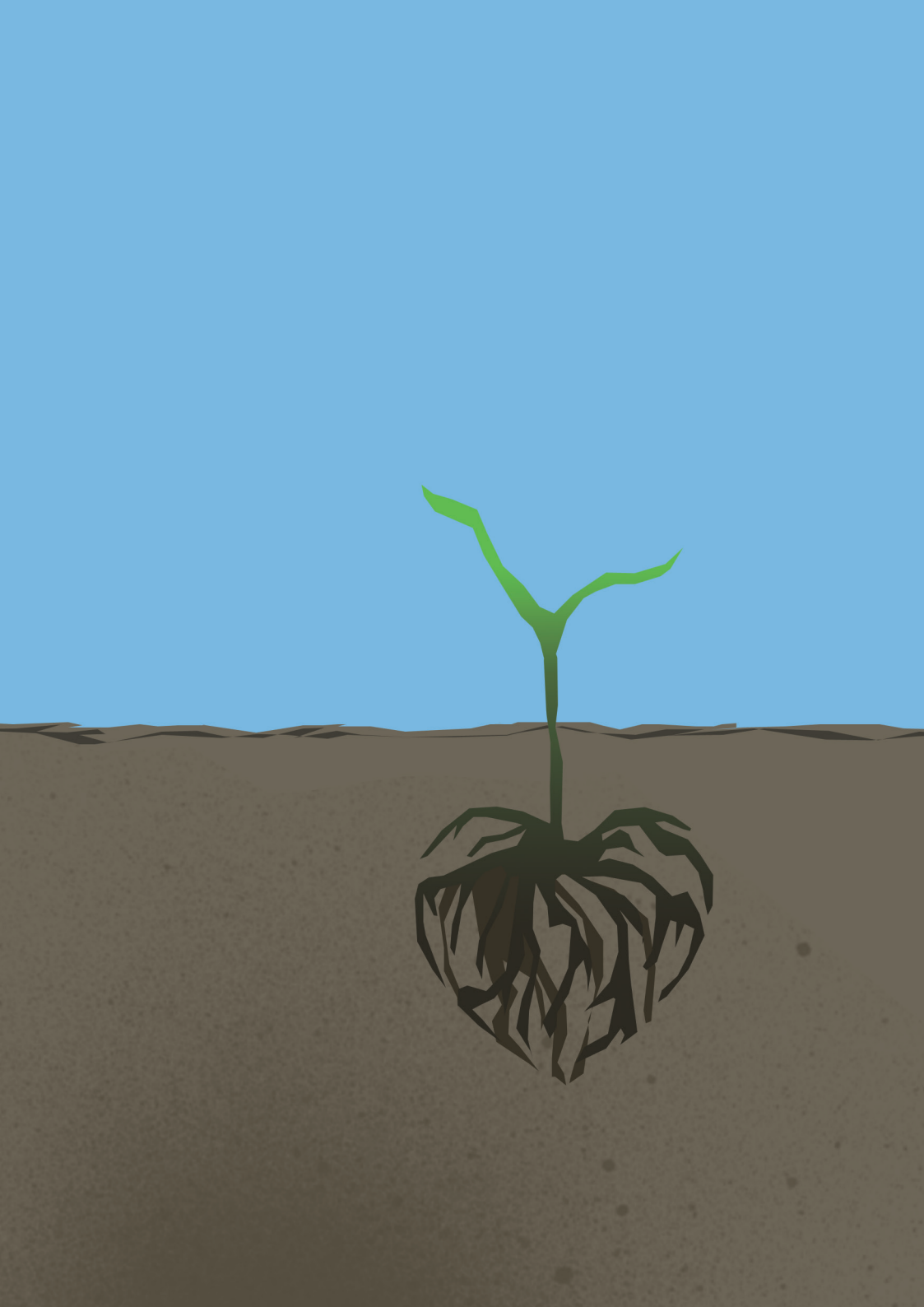


# LA CRISE ALIMENTAIRE EN SOMALIE

*claus 2011*



## INTRODUCTION

Durant l'été, ces images ont fait le tour du monde : populations déplacées, enfants faméliques subissant la malnutrition, corps décharnés, squelettes de troupeaux de bétail desséchant au soleil, camps de réfugiés bondés... Ces images, ce sont celles de la famine qui a sévi dans la Corne de l'Afrique, et plus particulièrement en Somalie. Les causes présentées sont multiples : sécheresse, insécurité provoquée entre autres par les groupes islamistes shebabs, difficulté pour les populations d'accéder à l'aide humanitaire.

Si ces images ont touché le monde, certaines questions restent cependant en suspens. Comment une telle situation a-t-elle été possible ? S'agit-il d'une famine à grande échelle ou la situation est-elle exagérée ? Touche-t-elle l'ensemble de la région ou certaines zones seulement ? Comment aider les Somaliens ? Quelles solutions apporter pour que ce genre de cas ne se reproduise pas ?

Le but de cet analyse sera donc d'apporter un éclairage sur la réalité de la crise alimentaire en Somalie, le cas le plus grave et le plus médiatisé de la Corne de l'Afrique. Cette publication commencera par évoquer la situation géopolitique de la Corne de l'Afrique en général et de la Somalie en particulier. Ensuite, elle envisagera la question de la famine (*est-ce le cas en Somalie ?*), sur ses causes, sur l'aide humanitaire apportée et sur les enjeux géostratégiques que peut revêtir une action humanitaire. Pour finir, elle tentera d'évoquer des pistes de solution pour l'avenir, afin que famines et crises alimentaires ne minent plus la vie de ces pays dans le futur.

## I. SITUATION GÉOPOLITIQUE

Si l'on veut comprendre la situation géopolitique de la Somalie, il faut remonter à la Deuxième Guerre mondiale. A cette époque, la Somalie est une colonie italienne, dirigée alors par le leader fasciste Benito Mussolini, de même que l'Éthiopie et le nord du Kenya. Cet ensemble forme alors l'« Afrique orientale italienne ». Il faut cependant noter que la partie nord de la Somalie, le Somaliland (anciennement « Somalie britannique »), est sous le contrôle de la Couronne d'Angleterre. Le Somaliland sera rattaché *de facto* à la Somalie italienne quand les troupes du Duce l'envahissent en août 1940.

La Somalie passe sous protectorat italien en 1949, suite à une décision de l'Organisation des Nations Unies (ONU), avant d'obtenir son indépendance en 1960. Son territoire rassemble les anciennes Somalie italienne (Somalia) et anglaise (Somaliland), et est séparé de la région d'Ogaden (rattaché à l'Éthiopie en 1948) et de Djibouti (qui devient français en 1962). Le pays connaît alors une période trouble jusqu'à l'avènement de Siyaad Barre. Ce dernier déclare la République Démocratique de Somalie et se rapproche de l'Éthiopie (qui avait un gouvernement d'obédience marxiste à l'époque) et donc de l'URSS. Cependant, une crise s'enclenche avec la volonté somalienne de reprendre par les armes la région d'Ogaden en 1977. Cette guerre va user la Somalie et son gouvernement, qui s'est entre-temps rapproché du giron étasunien, et sera à la base d'une première grande situation de famine.

Minés par les disettes successives, l'abandon du soutien soviétique, la corruption gangrenant le pays et les révoltes des populations et des seigneurs de la guerre, Siyaad Barre et son gouvernement tombent en 1991, laissant derrière eux un pays exsangue et proche du chaos. Il est alors livré aux guerres entre tribus, aux groupes de pillards, aux islamistes intégristes profitant de la situation pour s'installer dans le sud du pays, aux trafiquants de drogue et d'êtres humains... S'ajoute à cela une lutte pour le pouvoir entre deux factions rivales, qui va achever de mettre le pays à genoux.

Face à cette situation, l'ONU décide de faire intervenir militairement ses « Casques bleus » à Mogadiscio en 1992. Parallèlement à cela, les États-Unis lancent également une opération militaire, motivée par le droit d'ingérence humanitaire, fin de l'année 1992, mais celle-ci tourne un an après et le Prési-

dent de l'époque, Bill Clinton, se décide à rapatrier ses troupes dix mois plus tard, laissant le terrain à 8000 soldats supplémentaires de l'ONU. Alors que des guerres entre factions rivales continuent, la Somaliland (Nord-Ouest du pays) déclare son indépendance de manière unilatérale en 1997. Le Puntland (Nord-Est du pays) fait de même l'année suivante. Ces deux républiques auto-proclamées suivent l'exemple de l'Érythrée et affirment leur volonté de ne plus dépendre d'un gouvernement devenu incapable de gérer le pays. En 2004, un accord entre factions intervient et Abdullahi Yusuf Ahmed est élu président intérimaire. Soutenu par la communauté internationale, le gouvernement de transition qu'il fonde n'a pratiquement aucun impact sur la vie en Somalie : il ne contrôle en effet que certains quartiers de Mogadiscio et ses institutions ne peuvent même pas siéger en Somalie, mais sont abritées à Nairobi (au Kenya).

En 2006, des affrontements éclatent entre une coalition de « seigneurs de la guerre » soutenus par Washington et l'Union des Tribunaux Islamiques (*Shababs*). En juin, ce sont ces derniers qui prennent le contrôle de Mogadiscio, avant d'être chassés en 2006 par l'armée éthiopienne. Deux ans après, Abdullahi Yusuf Ahmed jette l'éponge et admet son incapacité à rétablir l'ordre dans le pays. C'est dans ce contexte que Sharif Sheikh Ahmed, ancien représentant de la tendance « modérée » de l'Union des Tribunaux Islamiques, est désigné comme nouveau chef de gouvernement par le Parlement somalien (alors en exil à Djibouti). Cela n'empêchera pas de nouvelles sécessions au Nord (Awdal, Maakhir et Galmudug) comme au Sud (Azanie, anciennement appelée « Jubaland »). Depuis, les problèmes somaliens subsistent plus que jamais : instabilité politique majeure, régions sécessionnistes, seigneurs de la guerre partout dans le pays, trafics de drogue liés à l'absence d'état, piraterie à l'encontre de bateaux de commerce, corruption endémique et un gouvernement central incapable de faire preuve d'un semblant d'autorité (ou d'honnêteté).

## II. LA FAMINE

La question principale concernant la crise dans la Corne de l'Afrique, et plus particulièrement en Somalie, est : peut-on parler vraiment d'une famine ? Si oui, quel est son degré de gravité ? Il faut avouer que les médias, en Occident comme ailleurs dans le monde, ont eu une certaine tendance à exagérer en parlant de « famine », voire de « famine sans précédent », comparable à

celle qu'avait connue la Somalie au début des années 1990. La situation est effectivement alarmante dans ces zones et c'est sans doute ce qui a poussé les Nations-Unies (ONU) et le Programme Alimentaire Mondial (PAM) à parler de « famine » au début de la crise. Cependant, l'organisation humanitaire Médecins Sans Frontières (MSF), qui a accès à certaines zones où ne se trouve pas le PAM, est plus prudente et parle de situation « mitigée » mais se refuse à parler de famine globale en Somalie et encore moins à l'échelle de la Corne de l'Afrique. La réalité somalienne est en fait extrêmement contrastée et les vraies situations de famine se trouvent dans certaines zones bien circonscrites. Son Directeur des opérations, Stephan Goetghebuer, explique dans le journal *Le Soir* : *il existe un déficit de pluies, de récoltes, plusieurs indicateurs montrent un problème de sécurité alimentaire, notamment la mort du bétail. Beaucoup de Somaliens quittent les zones dont ils sont originaires en partie pour aller sur des camps (Kenya, Éthiopie ou Mogadiscio) où leur situation nutritionnelle est mauvaise. Des indicateurs sont dans le rouge, mais, en termes de malnutrition constatée, nous sommes face à des faits qui, tout en étant inquiétants, ne sont pas dramatiques. On ne peut pas parler de « crise », on peut parler de « période de soudure » peut-être un peu plus dure cette année qu'elle ne l'est d'habitude, mais certainement pas de famine. MSF conclut en disant qu'il existe sans doute des situations de famine dans certaines zones restreintes mais préfère parler de « crise massive dans la Corne de l'Afrique » plutôt que de « famine ».*<sup>1</sup>

### III. CAUSES

La famine qui frappe aujourd'hui de plein fouet la Somalie, l'Éthiopie, Djibouti et certaines régions du Kenya a été déclenchée au préalable par des conditions climatiques plutôt inhabituelles. Les pluies saisonnières ont en effet été interrompues durant deux ans. Afin d'expliquer ce phénomène, deux raisons (complémentaires) sont avancées. La première est le réchauffement climatique, alors que la deuxième est une amplification du phénomène *La Nina*, qui engendre des anomalies thermiques dans certains courants des océans. Ces anomalies peuvent, entre autres, entraîner la sécheresse dans des zones comme la Corne de l'Afrique.

---

6 <sup>1</sup> LALLEMAND (A.), « Prudent, MSF parle de situation « mitigée » », dans *Le Soir*, 18/08/2011, p. 11.

La principale cause de la famine qui sévit aujourd'hui dans la Corne de l'Afrique, et plus particulièrement en Somalie, réside dans les changements de type d'agriculture pratiquée dans le pays. Car si on accuse un peu vite la sécheresse, on n'a que trop tendance à oublier le facteur humain dans les responsabilités de la crise. En effet, si à la fin des années 1980, l'agriculture somalienne subvenait à 100% aux besoins du pays, elle ne pallie plus aujourd'hui qu'à hauteur de 60% maximum des besoins de la population. Le reste de la population est entretenue par l'aide internationale, notamment le Programme Alimentaire Mondial (PAM), seule organisation humanitaire disposant d'une base plus ou moins solide dans le pays. Yves Van Loo, responsable de la Croix-Rouge pour la Somalie, met en cause la « lente déstructuration de l'agriculture somalienne ». En effet, il y a 20 ans, cette agriculture était composée de grandes exploitations cultivant un nombre limité de denrées. L'agriculture était auto-suffisante et le paysan somalien pouvait même mettre des réserves de côté en cas de sécheresse. Mais depuis la chute du régime de Siyaad Barre en 1991, et l'insécurité qui s'en est suivie, la paysannerie somalienne ne peut plus faire face et voit ses exploitations agricoles se réduire, ses investissements dans du matériel moderne diminuer, sa production stagner (voire chuter) et, dès lors, faire des réserves devient plus difficile. Dans le cas présent, Yves Van Loo rappelle que « l'impact de la sécheresse était annoncé depuis des mois ». Les paysans somaliens n'ont donc pu anticiper les conditions climatiques. De même, la sécheresse aurait pu être atténuée par la construction de puits, la Somalie étant relativement bien fournie en eau avec de nombreux fleuves et rivières, ainsi qu'une nappe phréatique importante et facile d'accès. Là encore, l'instabilité politique, les conflits militaires et l'absence d'Etat ont joué un rôle crucial.<sup>2</sup>

L'instabilité politique en Somalie est donc aussi une cause importante des problèmes alimentaires du pays. Les différents gouvernements existants (Etat officiel, Somaliland, les *Shebabs*...) ainsi que les différentes zones de non-droit où règnent les seigneurs de la guerre constituent une entrave non seulement pour le développement du pays mais également pour l'aide humanitaire.

En ce qui concerne les *Shebabs*, ils contrôlent donc de larges parties du sud du pays. Bien que la population supporte difficilement ces islamistes radicaux, les Somaliens pratiquant habituellement un Islam modéré et tolérant, elle ne

<sup>2</sup> G.P., « La véritable cause de la famine », dans *Le Vif-L'Express*, 19/08/2011, p. 57.

<sup>3</sup> AFP, « La famine se propage », dans *La Libre Belgique*, 05/08/2011, p. 10-11.

rentre que rarement en rébellion contre ces groupes armés, non seulement à cause de la crainte qu'ils inspirent à la population, mais aussi en raison de la relative stabilité qu'ils apportent dans les territoires qu'ils contrôlent.<sup>3</sup> Cela dit, si les *Shebabs* sont non seulement nuisibles pour la stabilité du pays, ils sont également un frein au suivi de l'aide alimentaire distribuée à la Somalie. Certains groupes de *Shebabs* considèrent en effet qu'il n'y a pas de famine sur « leur » territoire, et refusent dès lors que des groupes humanitaires étrangers s'installent sur ceux-ci. Cependant, certains groupes acceptent l'aide internationale et laissent les humanitaires intervenir sur les zones qu'ils contrôlent.<sup>4</sup>

Si les insurgés islamistes *Shebabs* empêchent des arrivées d'aides alimentaires ou les détournent, le gouvernement de Mogadiscio a également une part importante de responsabilités dans le mauvais acheminement de cette aide. En effet, le fébrile gouvernement de Sharif Sheikh Ahmed, pourtant soutenu par la Communauté internationale, s'avère bien souvent incompétent et corrompu. En effet, le Nouvel Observateur rapporte que l'Union Africaine (UA) a récemment stigmatisé le gouvernement somalien en raison de l'absence totale d'investissements dans des infrastructures destinées à aider le peuple (écoles, hôpitaux, dispensaires...). L'UA accuse le gouvernement de Mogadiscio de détourner 96% de l'aide internationale. De plus, Marie-France Cros, dans *La libre Belgique*, rappelle que le gouvernement somalien a voté l'application de la Charia en Somalie, alors que les pratiques islamistes extrêmes sont globalement étrangères à la population<sup>5</sup>. Il faut dire que le Président de la République de Somalie, Sharif Sheikh Ahmed, a participé à la fondation de l'Union des Tribunaux Islamiques<sup>6</sup>, où il dirigeait la tendance modérée. Bien qu'il affirme avoir besoin d'argent afin de mater les insurrections islamistes *Shebabs* et *Hezb-al-Islam*. Marie-France Cros rappelle également que ce sont principalement les troupes de l'Union Africaine et non celles du gouvernement somalien qui font face aux groupes intégristes.<sup>7</sup>

La Communauté internationale soutient donc, contre vents et marées, le gouvernement de Mogadiscio et refuse de reconnaître les républiques autopro-

---

<sup>4</sup> CROS (M.-F.), « Une famine due à l'homme plus qu'à la sécheresse : guerre et flambée des prix alimentaires », dans *La Libre Belgique*, 18/08/2011, p. 10-11.

<sup>5</sup> *Ibidem*.

<sup>6</sup> D'où proviennent les actuels *Shebabs*.

<sup>7</sup> CROS (M.-F.), « Une famine due à l'homme plus qu'à la sécheresse : guerre et flambée des prix alimentaires », dans *La Libre Belgique*, 18/08/2011, p. 10-11.



clamées, pourtant indépendantes de fait, afin de sauvegarder l'intégrité territoriale de la Somalie. Pourtant, en refusant d'accorder un quelconque crédit à ces entités autonomes, la communauté internationale se prive *de facto* de relais sérieux sur le terrain. De fait, la république autoproclamée du Somaliland par exemple, fonctionne à peu de choses près comme un vrai Etat en étant au service de ses citoyens et en développant des institutions qui fonctionnent à peu près normalement. En accordant sa seule confiance à Sharif Sheikh Ahmed, la communauté internationale se prive de partenaires responsables dans l'acheminement de l'aide internationale en général.

Si l'instabilité politique du pays constitue la pierre angulaire de la famine en Somalie et de la déstabilisation de son agriculture, elle n'est pas la seule responsable. En effet, la déforestation et, paradoxe ultime, l'augmentation de terres agricoles suite à cette déforestation sont également en cause. En effet, cette déforestation, en plus de bouleverser l'équilibre écologique et la biodiversité, fait souvent place à des exploitations visant à fabriquer des agrocarburants (aussi appelées faussement « biocarburants »). La production de biens consommables n'augmente donc pas en même temps que les surfaces cultivées. De plus, ce remplacement d'une partie de l'agriculture traditionnelle par des grosses exploitations favorise l'exode de paysans vers les bidonvilles des grandes villes et cause un surplus de population désœuvrée à nourrir. En outre, étant donné que les agrocarburants représentent un marché de plus en plus porteur, le prix des matières premières utilisées dans leur fabrication fait l'objet de vives spéculations financières. En résumé, la déforestation et l'exploitation croissante de terres pour la confection d'agrocarburants, alliées à la spéculation, entraînent une stagnation de la production agricole (destinée à être consommée) et une hausse des prix. C'est de cette manière que les étals des marchés de Mogadiscio sont bien achalandés mais que peu de gens peuvent se payer les denrées proposées.

## IV. ACTION HUMANITAIRE ET ENJEUX

Face à cette famine, la Communauté internationale s'est bien évidemment mobilisée. Des aides humanitaires, qu'elles viennent des gouvernements ou de dons de particuliers, ont été débloquées.

Différents moyens ont été évoqués mais, cependant, tous ne sont pas envisageables. En effet, la situation politique chaotique de la Somalie ne permet pas toujours aux humanitaires d'organiser correctement les distributions de vivres et de soins de première nécessité aux populations qui en ont besoin. Beaucoup de zones, notamment celles contrôlées par les *Shebabs*, sont difficiles sinon impossibles d'accès. Parallèlement, larguer des vivres sur le territoire somalien apparaît comme une « fausse bonne idée ». Ainsi que l'expliquent les représentants du Programme Alimentaire Mondial : *un largage est facile, mais l'aide part alors n'importe comment dans la nature et, particulièrement en Somalie, seuls les forts en bénéficieront, ceux qui ont les armes*. Marçal Izard, porte-parole du Comité International de la Croix-Rouge (CICR) à Genève, préconise plutôt de travailler directement sur place avec les réseaux locaux, notamment le Croissant Rouge somalien, qui connaît bien les populations, leurs coutumes et leurs langues.<sup>8</sup> Bien que cette solution demande beaucoup de travail, elle permet donc un contrôle de la distribution de la nourriture afin que celle-ci ne soit pas détournée et qu'elle atteigne dès lors les populations qui en ont le plus besoin.

En Belgique, la population a réagi en deux temps. Elle a, en effet, mis un petit temps à prendre conscience des enjeux de cette crise alimentaire dans la Corne de l'Afrique. Au début de la crise, les Belges se sont montrés peu dispendieux dans leurs dons à cause notamment de l'incertitude sur l'utilisation des fonds<sup>9</sup>. Par après, durant les dix premiers jours du mois d'août, les dons ont été multipliés par 7, passant de 500.000 à 3.500.000 euros<sup>10</sup>. L'objectif des associations humanitaires, 4.000.000 d'euros, sera dépassé avant même la date de la Journée d'action nationale en faveur de la Corne de l'Afrique, le 20 août.

---

<sup>8</sup> LALLEMAND (A.), « Larguer des vivres ? Mauvaise idée », dans *Le Soir*, 18/08/2011, p. 11.

<sup>9</sup> M.K., « Les Belges donnent, un peu », dans *La Libre Belgique*, 05/08/2011, p. 11.

<sup>10</sup> SOUMOIS (Fr.), « Famine : les dons augmentent », dans *Le Soir*, 09/08/2011, p. 5.

<sup>11</sup> AFP, « Somalie : réunion des musulmans », dans *La Libre Belgique*, 18/08/2011, p. 10-11 ; LALLEMAND (A.), « Corne de l'Afrique : la faim justifie les moyens », dans *Le Soir*, 20/08/2011, p. 2-3 ; MFC, « Famine : 356 millions des Africains », dans *La Libre Belgique*, 26/08/2011, p. 16-17.

Quant au gouvernement belge, c'est en tout 10.000.000 d'euros qu'il a débloqués via son Ministre de la Coopération au Développement, Olivier Chastel. Cet argent a été intégralement versé aux différentes associations humanitaires sur base d'une clé de répartition déterminée par les dons reçus respectivement par chacune d'entre elles durant les trois dernières années.

La Communauté internationale s'est également mobilisée. Différentes organisations transnationales comme l'Union européenne, l'Organisation de la Coopération Islamique (et l'Union Africaine (à hauteur de 356 millions de dollars) ont rejoint les initiatives unilatérales de pays comme les USA, la Turquie, le Brésil... Certains pays comme la Turquie ont été en effet particulièrement généreux. Elle a, en effet, versé à elle seule plus de 100 millions de dollars de dons<sup>11</sup>. En outre, le chef du gouvernement turc, Recep Tayyip Erdogan, a été l'un des premiers à appeler à la solidarité internationale. La mobilisation en Turquie a elle même été très forte, les différentes chaînes de télévision turques montrant en boucle des images de la famine. Depuis l'accession du Parti de la Justice et du Développement, l'AKP de Recep Tayyip Erdogan (issu de la mouvance islamiste modérée), la Turquie s'intéresse de plus en plus à l'Afrique : investissement, ouverture de nouvelles ambassades et consulats... L'Agence France-Presse (AFP) rappelle que ce sont ces initiatives qui ont permis à la Turquie, principal membre musulman de l'OTAN, d'obtenir un siège de membre non-permanent au Conseil de Sécurité de l'ONU<sup>12</sup>. Cet exemple turc montre à quel point l'aide humanitaire peut avoir des implications au niveau géostratégique. L'action humanitaire est aussi un moyen pour les grandes puissances, ou les puissances en devenir, de montrer leurs ambitions et de se présenter comme « bienveillante ». Ce rôle de « puissance bienveillante » n'est aujourd'hui plus l'apanage de l'Occident. Rony Brauman, ancien président de Médecins sans Frontières, explique que l'Europe et les Etats-Unis sont en effet talonnés de près par de nouvelles grandes puissances comme la Chine (qui avait apporté du secours en Haïti après le tremblement de terre alors qu'Haïti reconnaissait officiellement Taïwan), le Brésil, certains pays arabes (notamment les émirats du Golf...).<sup>13</sup> Plus ces nations voudront s'affirmer sur le plan international, plus elles seront impliquées dans des actions humanitaires.

---

<sup>12</sup> AFP, « Somalie : réunion des musulmans », dans *La Libre Belgique*, 18/08/2011, p. 10-11.

<sup>14</sup> GASTINEAU (P.), « Rony Brauman » en Somalie, la solution est politique » », dans *L'Express*, 03/08/2011, p. 32-33.

## V. SOLUTIONS

Il est intéressant, au terme de cette analyse, de se poser la question de l'avenir. En effet, quelles solutions les Somaliens pourraient aujourd'hui envisager afin d'éviter ces situations de crise alimentaire à l'avenir ? Cinq grandes pistes peuvent être dégagées : une meilleure stabilité du pays, une lutte massive contre la corruption, une plus grande présence des ONG sur place, une agriculture plus productive et l'arrêt des spéculations financières sur les produits de première nécessité.

La première piste, de loin la plus importante, est d'acquérir plus de stabilité pour la Somalie. C'est en effet à cause des conflits armés que la première famine a commencé et c'est encore une fois à cause de ces conflits qu'elle recommence. Que faire dès lors pour stabiliser la Somalie ? Tout d'abord il s'agit de restaurer un État central fort à partir de Mogadiscio. La Somalie ne pourra gagner aucune stabilité politique tant que l'État n'est pas en mesure d'instaurer l'ordre, de développer des forces de police et des forces armées, de construire des écoles et des hôpitaux, de collecter les impôts... Il convient ensuite de poursuivre la lutte non seulement contre les islamistes *Shebabs* mais également contre les seigneurs de la guerre. Il faut pour cela davantage de moyens de l'Union Africaine et davantage de troupes. Enfin, il faut désormais entamer un dialogue international avec les républiques autoproclamées indépendantes, notamment le Somaliland et le Puntland, afin d'installer une coopération entre ces républiques et l'État central somalien. En effet, ces républiques sont au moins gérées correctement et ne sont pas autant gangrenées par la corruption qui règne dans le semblant de gouvernement central de Sharif Sheikh Ahmed.

S'agissant de la corruption, la Communauté internationale ne doit plus accepter que la quasi-totalité de l'aide donnée à la Somalie disparaisse dans les poches des responsables du gouvernement central. Étant donné qu'elle entretient ce dernier financièrement, elle doit exiger la mise en œuvre d'une réelle politique anti-corruption et un droit de regard sur la distribution de l'argent fourni à Mogadiscio. Demander que l'argent de la Communauté internationale aille dans des programmes sociaux, favorisant l'agriculture, l'éducation ou la santé plutôt que sur les comptes en banque de certains dirigeants n'est pas, à priori, une chose insurmontable. Elle l'est d'autant moins que le gouvernement de Mogadiscio est conscient de son extrême faiblesse et de son assistanat.

Il faut également davantage de coopération entre les différentes ONG et une plus grande présence de celles-ci sur place afin non seulement de pouvoir riposter rapidement en cas de nouvelle crise mais également pour détecter à l'avance les indices de possibilité de ces crises, c'est-à-dire de les anticiper pour ne plus arriver à des situations dramatiques comme celles que vivent aujourd'hui des milliers de réfugiés dans des camps.

Il faut ensuite redévelopper l'agriculture somalienne afin que celle-ci redevienne auto-suffisante, comme elle l'était il y a 20-30 ans. La Somalie dispose de nappes phréatiques riches et importantes. Une idée serait aussi d'inciter les paysans locaux à développer une agriculture plus axée sur les légumes et les féculents que sur le bétail. On sait en effet que l'on produit beaucoup plus de nourriture avec les plantations qu'avec l'élevage. Pour rappel, il faut en moyenne trois kilos de grains pour avoir un kilo de poulet. Une agriculture moins portée sur la viande pourrait donc produire plus de nourriture.

Enfin, la dernière piste concerne la spéculation. Cette spéculation, sur des produits alimentaires de base (comme le blé par exemple), a amené des personnes à souffrir de la faim alors que la nourriture existait, mais avait progressé de 50%, voire 300% pour certains produits. C'est de cette manière que des personnes étaient mal nourries à Mogadiscio alors que les marchés de cette même ville regorgeaient de nourriture. Il est donc impératif de moraliser la finance et de responsabiliser les acteurs financiers aux drames humains que peut engendrer cette spéculation boursière.

## **CONCLUSION**

En conclusion, l'instabilité du pays, la corruption du gouvernement, la présence d'islamistes radicaux, les changements dans l'agriculture somalienne (avec notamment la présence des agrocarburants), la déforestation (et les problèmes qu'elle engendre pour l'écosystème) et la spéculation financière ont donc favorisé l'arrivée d'une crise qui aurait pu être évitable. Cependant, il semble qu'il était exagéré de parler de famine à l'échelle de la Corne de l'Afrique, même si certaines régions de Somalie et d'autres pays ont bien subi de plein fouet une situation de crise alimentaire, parfois très grave par endroit.

Au final, si la Somalie avait très bien pu ne pas se trouver dans la situation pré-occupante dans laquelle elle se trouve aujourd'hui, on sait néanmoins que des solutions existent. Une plus grande stabilité, des élites responsables, une plus grande présence d'ONG sur place, une meilleure planification de l'agriculture, sa dynamisation via des cultures plus rentables et l'interdiction de la spéculation sur des produits de première nécessité, voilà qui devrait permettre à la Somalie sinon de devenir un véritable État, au moins de devenir un État au sein duquel la population mange à sa faim.

## BIBLIOGRAPHIE

### Ouvrages

- BADER (Ch.), *Le sang et le lait : brève histoire des clans somali*, Paris, 1999.
- BRADBURY (M.), *Becoming Somaliland*, Oxford, 2008.
- HERINCKX (M.), *L'utilisation politique de l'humanitaire : le cas de la Somalie*, Louvain-la-Neuve, 2000.
- LEWIS (I.M.), *Understanding Somalia and Somaliland*, Londres, 2008.
- TAROCCO (M.), *Somalie : l'aide humanitaire en échec*, Louvain-la-Neuve, 2001.

### Articles de presse

- AFP, « Somalie : réunion des musulmans », dans *La Libre Belgique*, 18/08/2011, p. 10-11.
- AFP, « La famine se propage », dans *La Libre Belgique*, 05/08/2011, p. 10-11.
- CROS (M.-F.), « Une famine due à l'homme plus qu'à la sécheresse : guerre et flambée des prix alimentaires », dans *La Libre Belgique*, 18/08/2011, p. 10-11
- GASTINEAU (P.), « Rony Brauman » en Somalie, la solution est politique », dans *L'Express*, 03/08/2011, p. 32-33.
- G.P., « La véritable cause de la famine », dans *Le Vif-L'Express*, 19/08/2011, p. 57.
- LALLEMAND (A.), « Corne de l'Afrique : la faim justifie les moyens », dans *Le Soir*, 20/08/2011, p. 2-3.
- LALLEMAND (A.), « Prudent, MSF parle de situation « mitigée » », dans *Le Soir*, 18/08/2011, p. 11.
- LALLEMAND (A.), « Larguer des vivres ? Mauvaise idée », dans *Le Soir*, 18/08/2011, p. 11.

MFC, « Famine : 356 millions d'Africains », dans La Libre Belgique, 26/08/2011, p. 16-17.

M.K., « Les Belges donnent, un peu », dans La Libre Belgique, 05/08/2011, p. 11.

SOUMOIS (Fr.), « Famine : les dons augmentent », dans Le Soir, 09/08/2011, p. 5.





Auteur : Julien Milquet  
Octobre 2011

**DÉSIREUX D'EN SAVOIR PLUS !**

Animation, conférence, table ronde... n'hésitez pas à nous contacter,  
Nous sommes à votre service pour organiser des activités sur cette thématique.



Avec le soutien du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles





**Centre Permanent pour la Citoyenneté et la Participation**

**Rue des Deux Eglises 45 - 1000 Bruxelles**

**Tél. : 02/238 01 00**

**[info@cpcp.be](mailto:info@cpcp.be)**